

Questions orales

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, je comprends fort bien le parti de l'Opposition de vouloir créer des peurs dans le pays, mais il est totalement faux de prétendre que les Canadiens vont devoir vendre leur énergie aux États-Unis. Les Canadiens vont vendre leur énergie s'ils considèrent que cela leur est profitable. Et il n'y a rien dans l'Entente qui va à l'encontre de ce mécanisme. Je sais que le parti libéral a voulu interdire aux gens de l'Alberta, de la Saskatchewan, de la Colombie-Britannique, de profiter des richesses naturelles qui étaient les leurs, et cela pendant la politique d'énergie du parti libéral de l'époque, et cela a coûté cher aux gens de l'Ouest ainsi qu'aux Canadiens en général, et nous ne voulons pas revenir sur cet aspect de la politique, monsieur le Président.

* * *

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

ON DEMANDE SI LE PROJET DE PAPETERIE DANS LA RÉGION DE MATANE A ÉTÉ COMPROMIS PAR L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE CANADO-AMÉRICAIN

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Expansion industrielle régionale. La Chambre est au courant du fait qu'une délégation de Matane était ici ce matin pour pousser le gouvernement fédéral à prendre une décision positive pour un projet de papeterie dans la région de Matane, et, comme vous le savez, monsieur le Président, le gouvernement s'est traîné les pieds. Ma question est donc la suivante: Est-ce que ce projet a été compromis dans l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis?

L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): D'aucune façon, monsieur le Président.

ON DEMANDE SI LES PROGRAMMES FÉDÉRAUX ONT ÉTÉ COMPROMIS PAR L'ENTENTE DE LIBRE-ÉCHANGE CANADO-AMÉRICAIN

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président. Est-ce que le ministre peut maintenant dire catégoriquement que les politiques actuelles de développement régional, tels les crédits d'impôts et les subventions, pas seulement pour ces projets-là mais pour d'autres projets de développement régional, n'étaient pas compromises par l'Accord entre notre pays et les États-Unis? Est-ce que vous pourriez dire cela catégoriquement maintenant pour tous les projets?

L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je peux dire catégoriquement que les programmes fédéraux qui sont destinés à tenter de résoudre les disparités régionales sont d'aucune façon compromis par l'Entente qui a été signée entre les deux gouvernements.

LE PROJET DE PAPETERIE DE MATANE—ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT REMPLIRA SA PROMESSE

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, j'ai également une question pour le ministre de l'Expansion industrielle régionale. Si le projet n'est pas compromis par l'Accord de libre-échange, d'abord, est-ce que ce projet-là est compromis par le manque de décision du ministre? La question que je veux poser au ministre, c'est que depuis des mois maintenant, depuis des semaines particulièrement, les gens de Murdochville, par exemple, ont été obligés de bloquer les routes pour avoir des réponses d'Ottawa. Les gens de Sept-îles vont prendre la rue le 31 de ce mois pour essayer d'avoir des réponses d'Ottawa. Les gens de Matane sont ici pour essayer de faire bouger ce gouvernement.

Ce que je demande au ministre, c'est ceci. Il nous a promis qu'on aurait une réponse d'ici un mois, et en fait il est à quelques heures du bout de sa corde. Est-ce que le ministre peut nous assurer aujourd'hui qu'on aura la réponse dans le délai imparti?

L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Oui, monsieur le Président.

ON DEMANDE SI LE MINISTRE A TOUS LES ÉLÉMENTS REQUIS POUR PRENDRE UNE DÉCISION POSITIVE

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, non seulement veux-je que le ministre nous donne une réponse, mais je ne veux pas qu'il nous fasse comme il a fait au sujet du rapport Picard lorsqu'il avait dit «Au cours des prochains jours.», et il n'a pas encore donné de réponse.

J'aimerais demander au ministre maintenant: Est-ce qu'il a en sa possession tous les éléments et les assurances aussi du ministre des Finances pour pouvoir prendre une décision positive?

L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, j'aimerais dire à mon honorable collègue que lorsque j'ai rencontré pour la première fois personnellement les représentants de Matane, il y a environ un mois, je leur avais dit à ce moment-là que ça faisait seulement 10 jours qu'on avait reçu les dernières données nécessaires du promoteur du projet et que ça prendrait environ six semaines, suite à la réception des données, pour avoir une réponse définitive. Alors, j'ai dit: vers le 14. Le 14, c'est demain.

Je vais vous dire, monsieur le Président, que normalement les dossiers, surtout ceux de cette importance, sont assez longs à étudier. Toutes les études ont été faites, toutes les recommandations ont été reçues, et je suis confiant que dans les heures qui vont venir on va être en mesure de rendre une réponse définitive aux gens de Matane, lesquels j'aimerais d'ailleurs féliciter pour leurs représentations d'aujourd'hui où ils ont fait valoir de façon très digne et très saine leurs points de vue sur le projet. Alors, je les félicite, et je peux dire à mon honorable collègue qu'ils vont avoir une réponse dans les heures à venir.